

LES GROUPES POLITIQUES



GROUPE UMP

« 100% de loyauté au Président de la République, 100% de liberté de débat et de proposition », c'est la marque de fabrique du groupe UMP depuis le début de la législature. L'année 2008 a été l'occasion d'en faire la démonstration.

Dans l'hémicycle, en commissions, sur le terrain, nous avons poursuivi notre travail sans relâche pour tenir un à un tous les engagements pris avec Nicolas Sarkozy devant les Français en 2007. Travaillant le plus en amont possible sur les textes, les députés UMP ont apporté leur soutien et leur contribution à plusieurs réformes essentielles :

- Dans le domaine économique avec la loi de modernisation de l'économie. Elle vise à favoriser la croissance de nos entreprises et à mieux protéger les consommateurs, en simplifiant les contraintes, en réduisant les délais de paiement, en facilitant la vie des entrepreneurs, en renforçant la concurrence pour faire baisser les prix...

- Dans le domaine environnemental avec la loi de mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement. C'est une véritable révolution écologique qui s'ouvre pour notre pays. Elle fixe des objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et se base sur une approche positive qui conçoit l'environnement comme un gisement de croissance, d'emploi et d'innovation.

- En matière d'emploi et de solidarité avec la loi sur le Revenu de Solidarité Active. Le RSA met fin à la logique de l'assistanat institutionnalisée par le RMI et incite au retour à l'emploi en rendant le travail plus attractif que les revenus de l'assistance. Avec la fusion ANPE-UNEDIC et la modernisation du contrat de travail, c'est une évolution importante pour revaloriser le travail.

- Dans le domaine culturel avec la réforme de l'audiovisuel public. Après plusieurs mois de préparation, le vote en première lecture de la loi sur la nouvelle télévision publique donne à France Télévisions la liberté et les moyens de s'affirmer comme un véritable service public, ambitieux, différent et créatif.

Ces quelques réformes illustrent la dynamique de changement à laquelle participent les députés UMP, sur tous les fronts. Dans le cadre de la Présidence française de l'Union européenne, nous avons également renforcé notre coopération avec nos homologues européens, à travers « le Club des 27 ».

Enfin, dans la période de crise économique internationale qui s'est ouverte en 2008, nous avons fait preuve de la plus grande réactivité pour soutenir l'action du Président de la République et du Gouvernement. Cette réactivité a permis d'éviter l'effondrement du système financier et d'adopter rapidement un plan de relance pour contrer les effets de la crise.

En 2008, le changement le plus important pour le Parlement est sans conteste la réforme des institutions votée le 21 juillet dernier. Les députés UMP ont largement participé à cette réforme constitutionnelle qui revalorise considérablement le Parlement, au cœur de notre V^e République.

Nous sommes déterminés à tirer toutes les conséquences de cette réforme, qui va nous permettre de mieux légiférer, de mieux contrôler l'action du Gouvernement et de mieux évaluer les politiques publiques. Cela nous impose de réinventer complètement notre façon de travailler, en « coproduction » avec le Président de la République, le Premier ministre et les ministres.

Dans un contexte économique difficile qui marque le retour de la volonté politique en France et sur la scène internationale, les citoyens attendent beaucoup de leurs responsables politiques. Au Parlement et dans nos circonscriptions, nous sommes plus déterminés que jamais à servir les Français et à moderniser notre pays.

GROUPE UMP

- PRÉSIDENT : Jean-François Copé
- ASSEMBLÉE NATIONALE
126, rue de l'Université
75355 Paris Cedex 07 SP
- Téléphone : 01 40 63 60 65
Télécopie : 01 40 63 53 08
Groupe.ump@assemblee-nationale.fr
- Site Internet :
www.ump.assemblee-nationale.fr



GROUPE SOCIALISTE, RADICAL, CITOYEN ET DIVERS GAUCHE (SRC)

2008 a été un tournant majeur dans notre histoire contemporaine. La crise financière la plus grave depuis la guerre a plongé le monde dans la récession et réhabilité les principes de régulation et d'intervention publique que le groupe socialiste, radical et citoyen a constamment défendus dans son action parlementaire.

De la contestation des choix du Président de la République (maintien du paquet fiscal, dérégulation économique et sociale, paupérisation de l'Etat et des services publics) à la construction d'un contre-plan de relance fondé sur l'investissement, l'emploi et le pouvoir d'achat, un même fil rouge a guidé les députés SRC : proposer un nouveau modèle qui permette au pays de sortir de la crise plus fort et plus solidaire. Nous avons voté contre le plan de relance parce qu'il a oublié le pouvoir d'achat et l'emploi. Nous nous sommes abstenus sur le plan de sauvetage des banques parce qu'il comportait de graves lacunes pour l'accès au crédit des ménages et des entreprises. Les faits nous ont donné raison.

Dans le même esprit, notre groupe a été à l'origine de tous les grands débats sur les libertés publiques. Dans nos longues batailles dans l'hémicycle sur l'indépendance de l'audiovisuel public ou le droit d'amendement, nous avons voulu mettre en lumière la tentation autoritaire du Président de la République qui touche à tous les domaines : la vie des citoyens, la presse, les institutions. La réforme de la Constitution a été l'occasion manquée de rééquilibrer les pouvoirs : le rejet de toutes nos propositions, les atteintes manifestes aux droits d'expression et d'amendement de l'opposition justifiaient notre opposition.

Il ne s'agit pas d'une affaire de parlementaires. Sans cette liberté d'amender, sans ce pouvoir de prendre le temps du débat, il nous aurait été impossible d'alerter l'opinion sur les dangers de la légalisation des OGM. Nous n'aurions jamais pu fléchir la volonté présidentielle de remettre en cause la durée légale du travail ou le repos dominical.

Notre opposition a été utile, elle a servi les Français. Chaque fois qu'une réforme a renforcé la cohésion du pays, nous l'avons soutenue : le RSA, le Grenelle de l'environnement. Mais quand on nous a demandé de cautionner les impasses de la guerre en Afghanistan ou le retour de la France dans l'OTAN, il était de notre devoir de dire Non et de demander la censure du Gouvernement.

C'est dans ce travail opiniâtre de convictions, d'opposition et de propositions que les députés socialistes, radicaux et citoyens ont pu faire entendre la voix de la gauche. A la République personnelle du Président Sarkozy, nous avons opposé notre conception d'une République fondée sur la responsabilité des citoyens, des élus, des partenaires sociaux... Nous n'avons pas toujours été entendus, mais notre réussite est d'avoir permis que le Parlement redevienne l'écrin des grandes controverses de notre société.

LES INSTANCES DU GROUPE SRC

- PRÉSIDENT : Jean-Marc Ayrault
- 1^{er} VICE-PRÉSIDENT, CHARGÉ DES FINANCES : Jérôme Cahuzac
- 2^e VICE-PRÉSIDENT, CHARGÉ DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES : François Brottes
- 3^e VICE-PRÉSIDENTE, CHARGÉE DE L'IMMIGRATION : George Pau Langevin
- PORTE-PAROLE : Aurélie Filippetti ; André Vallini
- VICE-PRÉSIDENTS : Didier Migaud (*président de la Commission des finances*), Patricia Adam (*responsable de la Commission de la défense*), Marisol Touraine (*responsable de la Commission des affaires sociales*), Manuel Valls (*responsable de la Commission des lois*), François Loncle (*responsable de la Commission des affaires étrangères*), Jérôme Lambert (*responsable de la Commission chargée des affaires européennes*), Pascale Crozon (*responsable de la Délégation aux droits des femmes*), Bruno Le Roux (*découpage électoral et modes de scrutin*), Delphine Batho (*sécurité*), Patrick Bloche (*culture*), Alain Claeys (*bioéthique*), Catherine Coutelle (*famille*), Michèle Delaunay (*politique de l'âge*), Bernard Derosier (*fonction publique*), Valérie Fourneyron (*jeunesse et sports*), Henri Jibrayel (*transports*), Marietta Karamanli (*Enseignement supérieur*), Jean-Yves le Bouillonnet (*logement*), Jean-Yves Le Déault (*recherche*), Philippe Martin (*Environnement*), Didier Mathus (*Communication*), Sandrine Mazetier (*Education*), Arnaud Montebourg (*justice*), Germinal Peiro (*agriculture*), Bernard Roman (*institutions*), Christophe Sirugue (*Exclusion*), Pascal Terrasse (*protection sociale*), Jean-Jacques Urvoas (*politique pénale*), Alain Vidalies (*travail/ emploi*)
- VICE-PRÉSIDENTS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : Danièle Hoffmann-Rispal ; Alain Néri
- SECRÉTAIRES : Danièle Bousquet ; Paul Giacobbi ; Jean-Pierre Kucheida ; Henri Nayrou ; Odile Saugues
- QUESTEUR : Marylise Lebranchu



GROUPE DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET RÉPUBLICAINE (GDR)

En 2008, le Président de la République a poursuivi sa démolition des droits et des acquis sociaux avec le même objectif : imposer à nos concitoyens des sacrifices permettant aux actionnaires et aux milieux financiers d'atteindre un niveau de dividendes et de privilèges sans égal. La loi modifiant les conditions d'indemnisation des personnes privées d'emploi ou celle abusivement intitulée modernisation du marché du travail en sont la plus parfaite illustration.

Voulant gérer seul le pays, il a fait de son Premier ministre un directeur de cabinet, de notre Parlement une chambre d'enregistrement, allant jusqu'à parfois mépriser les parlementaires. Le lamentable épisode de la suppression de la publicité sur les chaînes audiovisuelles publiques en est l'un des summums, la loi étant appliquée avant même qu'elle ne soit votée ! Il est un avant-goût de la réforme institutionnelle, inspirée par la réforme de notre Constitution votée sans les voix du groupe GDR, visant à priver les parlementaires de leur droit de débattre.

De la même façon, le vote à Versailles de la ratification du traité de Lisbonne a bafoué le choix majoritaire des Françaises et des Français lors du référendum du 29 mai 2005.

Beaucoup de déclarations d'intention ont ponctué l'année, mais bien souvent, comme avec le Grenelle de l'environnement, elles seront restées de l'affichage. Le groupe GDR a, malgré cela, joué un rôle actif de propositions dans ce domaine comme avec la loi sur les organismes génétiquement modifiés.

Loin d'être exhaustif, ce rapide état des lieux ne peut manquer d'évoquer l'effondrement des bourses et du système financier. Il a mis en relief l'injustice et l'hypocrisie du système capitaliste. C'est ainsi que des dizaines de milliards d'euros ont été injectés dans le système bancaire et dans les principales industries, alors même qu'ils annoncent des profits records et des rémunérations avantageuses pour leurs dirigeants et leurs actionnaires, et tandis que délocalisations, plans de licenciements, chômage technique, bas salaires, mises à la porte des intérimaires et précaires se multiplient dans ces entreprises et leurs sous-traitants. Face à cette crise profonde du capitalisme, les député-e-s communistes, républicains, parti de gauche, les député-e-s verts et les député-e-s ultra marins ont fait des propositions pour inverser la logique d'un système qui a fait son temps.

Dans un monde plein d'incertitudes, mais où des résistances nombreuses s'organisent, les député-e-s du groupe GDR, dans leur diversité, force de propositions et de rassemblement, ont contribué à porter les voix de celles et ceux qui aspirent à un réel changement de politique.

• **COMMUNISTES, RÉPUBLICAINS, PARTI DE GAUCHE** : Marie-Hélène Amiable, François Asensi, Alain Bocquet, Patrick Braouezec, Jean-Pierre Brard, Marie-George Buffet, Jean-Jacques Candelier, André Chassaigne, Jacques Desallangre, Marc Dolez, Jacqueline Frayssse, André Gerin, Maxime Gremetz, Pierre Gosnat, Jean-Paul Lecoq, Roland Muzeau (PORTE-PAROLE), Daniel Paul, Jean-Claude Sandrier (PRÉSIDENT DU GROUPE GDR), Michel Vaxès.

• **VERTS** : Martine Billard (Vice-présidente), Yves Cochet, Noël Mamère, François de Ruyg.

• **ULTRA MARINS** : Huguette Bello (Vice-présidente), Alfred Marie-Jeanne.

• **SECRETARIAT :**

Dominique TOURAINE, Secrétaire général, coordination des député-e-s Communistes, Républicains et Parti de Gauche

Tél : 01 40 63 60 90 - Fax : 01 40 63 55 21

dtouraine.gdr@assemblee-nationale.fr

Barbara POMPILI, Secrétaire générale adjointe, coordination des député-e-s Verts

Tel : 01 40 63 60 82

bpompili.gdr@assemblee-nationale.fr

Sonia CHANE-KUNE / Nadine NACITAS, Secrétaires générales adjointes, coordination des député-e-s Ultra marins

Tél : 01 40 63 18 27 / Tel : 01 40 63 18 18

hbello@assemblee-nationale.fr ; amariejeanne@assemblee-nationale.fr

• **SITES INTERNET :**

Député-e-s Communistes, Républicains et Parti de Gauche

<http://www.comunistes-republicains-partidegauche.assemblee-nationale.fr>

Député-e-s Verts :

<http://www.lesverts.fr>, rubrique « Aux Parlements »

Député-e-s Ultra marins :

http://www.assemblee-nationale.fr/13/tribun/fiches_id/441.asp

http://www.assemblee-nationale.fr/13/tribun/fiches_id/2075.asp



GROUPE NOUVEAU CENTRE

Cette année 2008 aura été marquée par une activité parlementaire particulièrement dense. Il était urgent d'engager la transformation du pays afin d'être au rendez-vous des nombreuses attentes de nos compatriotes.

En tant que partenaire de la majorité présidentielle, le groupe Nouveau Centre n'a cessé d'apporter sa contribution constructive et objective à la poursuite de réformes structurelles aussi majeures que le Grenelle de l'environnement, la loi de modernisation de l'économie, la revalorisation du dialogue social, la généralisation du RSA ou encore, la modernisation de nos institutions.

Cette année encore, nous sommes restés fidèles à la ligne de conduite que nous nous étions fixés en début de législature : être un partenaire loyal de l'action gouvernementale, mais un partenaire vigilant et attentif qui joue pleinement son rôle de force de proposition, afin d'accompagner les réformes tout en s'efforçant de les améliorer.

Nous nous sommes notamment battus pour que le financement du RSA soit partiellement assuré par un plafonnement des niches fiscales. Celles-ci permettraient à certains de nos compatriotes les plus aisés d'être exonérés de l'impôt sur le revenu. Il s'agissait donc de remettre de la justice dans une législation fiscale qui en avait bien besoin.

Nous avons fait inscrire dans le marbre constitutionnel la reconnaissance du pluralisme, car nous sommes intimement convaincus qu'un parlement bipartite ne peut représenter la diversité de la société française.

Nous avons mené des combats décisifs pour assurer à l'audiovisuel public un financement pérenne et légitime, pour renforcer les garanties salariales, pour assurer la diversité de la représentation syndicale ou encore, pour défendre les PME dans une économie globalisée.

Malheureusement, l'année 2008 aura également été marquée par une crise économique mondiale d'une ampleur sans précédent. La majorité a dû faire preuve d'une grande réactivité pour protéger les Français, et redéfinir les priorités de son action politique.

Si les réformes étaient nécessaires en 2008 pour moderniser notre pays, elles deviennent aujourd'hui indispensables pour sortir renforcés de la crise que nous traversons. Aussi, 2009 sera l'année de la relance.

Relance économique, à travers une politique d'investissement dans l'avenir destinée à provoquer le retour de la croissance.

Relance des solidarités : l'attention des politiques publiques doit se réorienter vers nos compatriotes les plus faibles, et le Nouveau Centre est déterminé à soutenir les Français les plus fragilisés. L'économie doit être au service de l'homme, et non l'inverse.

Relance de la démocratie enfin, à travers la mise en œuvre de la révision constitutionnelle qui permettra de réhabiliter le rôle du Parlement et de moderniser notre démocratie représentative.

Le chemin de la transformation de la France est encore long, et le Nouveau Centre entend prendre toute sa place dans les nombreux débats qui nous attendent.

Nous défendons l'idée d'un Etat moderne : décentralisation renforcée, compétences des collectivités clarifiées, péréquation territoriale assurée.

Nous voulons garantir le respect des droits individuels. Ainsi le Nouveau Centre déposera une proposition de loi pour encadrer les fichiers de police, afin qu'ils soient plus respectueux des libertés de chacun.

Enfin, la crise économique et les efforts qu'elle exige pour soutenir l'activité économique et les ménages ne doit pas nous faire perdre de vue l'objectif de maîtrise de nos dépenses publiques : nous plaçons cette exigence au cœur de notre action pour ne pas faire peser le poids de notre insouciance sur nos enfants.

Libres et indépendants, nous nous efforcerons d'enrichir la majorité parlementaire de nos valeurs de centre droit : des valeurs humanistes, sociales, libérales et profondément européennes.

GROUPE NOUVEAU CENTRE

• PRÉSIDENT : François Sauvadet

• Tél : 01 40 63 67 04

Fax : 01 40 63 52 25

• SITE INTERNET :

www.nc.assemblee-nationale.fr